

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 44.064/4
DU 3 MARS 2008

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministres des Affaires étrangères, le 31 janvier 2008, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "portant modification de l'arrêté royal du 23 janvier 2003 relatif aux registres consulaires de la population et aux cartes d'identité", examiné en ses séances des 27 février 2008 et 3 mars 2008, a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Compte tenu de cette saisine, la section de législation se limite aux observations ci-après.

1. Le projet d'arrêté soumis à l'avis de la section de législation du Conseil d'État tend à apporter diverses modifications à l'arrêté royal du 23 janvier 2003 relatif aux registres consulaires de la population et aux cartes d'identité (ci-après l'"arrêté royal du 23 janvier 2003") et ce, en vue de généraliser la délivrance par les postes consulaires d'une carte d'identité électronique à tout Belge de 12 ans accomplis qui s'inscrit dans les registres consulaires de la population d'un poste consulaire belge.

Bien que ses auteurs n'invoquent dans le préambule du projet d'arrêté que la loi du 26 juin 2002 relative aux registres consulaires de la population et aux cartes d'identité (ci-après la "loi du 26 juin 2002") ⁽¹⁾, diverses dispositions en projet font cependant mention ou référence aux cartes d'identité (électroniques) (belges) ⁽²⁾.

Il est ainsi fait état, à l'article 7, alinéa 1^{er}, en projet, de ce qu'

"[u]ne carte d'identité électronique délivrée par une commune belge reste valable et peut être utilisée à l'étranger jusqu'à la fin de la durée de validité de la carte".

⁽¹⁾ Bien que cela ne soit pas précisé dans le préambule, sont à cet égard visés les articles 7, paragraphes 2 et 4, et 8 de la loi.

⁽²⁾ Les diverses dispositions en projet font à cet égard usage de différentes notions, telles que "carte d'identité", "carte d'identité électronique", "carte d'identité belge", sans qu'il soit toujours possible de déterminer clairement quel type de carte d'identité électronique est ainsi visé, à savoir la carte d'identité délivrée par une commune en Belgique ou la carte d'identité délivrée par un poste consulaire.

De même, l'article 4, alinéa 1^{er}, en projet, dispose que la carte d'identité électronique délivrée par un poste consulaire belge a la même forme et le même contenu que la carte d'identité électronique délivrée en Belgique en application de l'article 6, § 2, de la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population, aux cartes d'identité, aux cartes d'étranger et aux documents de séjour et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques (ci-après la "loi du 19 juillet 1991") ⁽³⁾.

Une étroite corrélation est donc établie par les dispositions en projet entre deux types de carte d'identité belge qui font, jusqu'à présent, l'objet de deux réglementations bien distinctes, à savoir :

- d'une part, pour ce qui concerne les cartes d'identité délivrées en Belgique, la loi du 19 juillet 1991 ⁽⁴⁾ et, notamment, l'arrêté royal du 25 mars 2003 relatif aux cartes d'identité (ci-après l'"arrêté royal du 25 mars 2003");
- et, d'autre part, pour ce qui concerne les cartes d'identité délivrées à l'étranger par les postes consulaires, la loi du 26 juin 2002 ⁽⁵⁾ et l'arrêté royal du 23 janvier 2003.

⁽³⁾ Sans doute ne sera-t-il possible de déterminer à quel type de document l'on a à faire que par l'indication de la résidence principale, en Belgique ou à l'étranger, de même que par la mention de l'autorité qui a délivré la carte.

⁽⁴⁾ En application de l'article 6, § 1^{er}, de la loi du 19 juillet 1991, la carte d'identité délivrée à un Belge par une commune, à savoir la commune dans laquelle l'intéressé a sa résidence principale (article 2, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 25 mars 2003), vaut certificat d'inscription dans les registres de la population.

⁽⁵⁾ En application de l'article 2, deuxième alinéa, de la loi du 26 juin 2002, les Belges qui établissent leur résidence principale dans la circonscription d'un poste consulaire et ne sont pas inscrits dans les registres de la population d'une commune belge, peuvent se faire inscrire dans les registres de la population dudit poste, auquel cas ils se voient, en vertu de l'article 7, § 1^{er}, de la même loi, délivrer par le poste une carte d'identité et ce, lorsqu'ils ont douze ans accomplis.

Comparez avec l'article 5, § 3, de l'arrêté royal du 25 mars 2003, en application duquel la carte d'identité électronique délivrée à un Belge par la commune dans laquelle celui-ci avait sa résidence principale, "est considérée comme périmée en cas de radiation d'office ou de radiation pour l'étranger" et ce, même si la période de validité qui figure sur cette carte n'est pas expirée.

Invité à expliquer comment seraient évitées les contradictions qui pourraient survenir, compte tenu de l'option ainsi retenue par les auteurs du projet, lors de l'application simultanée de ces deux réglementations distinctes, le fonctionnaire délégué a, notamment ⁽⁶⁾, fait valoir que :

"[l]a délivrance d'une carte d'identité uniquement sur la base de l'inscription n'est pas à interpréter littéralement, parce qu'on peut obtenir le renouvellement de sa carte, sans se réinscrire dans un poste si on habite toujours dans sa juridiction. Les modalités de délivrance et d'utilisation de la carte d'identité sont, d'après la loi, à déterminer par le Roi. Voir § 4 de l'article 7 de la loi. L'esprit de la loi du 26 juin 2002 est que tout Belge, qui n'est pas en possession d'une carte d'identité valable, se voit délivrer une carte d'identité suite à une inscription au registre de la population consulaire. Par contre l'inscription au registre consulaire n'entraînera pas la délivrance d'une carte si le Belge est déjà en possession d'une carte valable (qu'elle soit émise en Belgique ou par un autre poste diplomatique ou consulaire). Un Belge inscrit, et déjà en possession d'une carte d'identité valable, soit délivrée par sa commune précédente en Belgique, soit par une ambassade ou un consulat, (et ce poste diplomatique ou consulaire peut être le même que celui qui a déjà délivré une carte d'identité dans le passé,) ne recevra une nouvelle carte (voir article 8), que lorsque le titulaire demande une carte dans une langue autre que celle dans laquelle la sienne est établie, lorsque la photographie du titulaire n'est plus ressemblante, lorsque la carte est détériorée, lorsque le titulaire change de nom ou de prénom, lorsque le titulaire change de sexe, après la perte ou le vol de la carte d'identité, après modification du statut de minorité prolongée et suite à la perte de la nationalité belge".

Il est de même fait état dans le rapport au Roi qui accompagne le projet d'arrêté présentement examiné de ce que :

"Le Ministre de l'Intérieur prépare un arrêté royal qui - en conformité avec la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population, aux cartes d'identité, aux cartes d'étrangers et aux documents de séjour et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques - prévoit que la carte d'identité délivrée en Belgique reste valable à l'étranger. En conformité avec l'article 6, § 7, de cette loi l'avis de la commission pour la protection de la vie privée a été demandé" ⁽⁷⁾.

⁽⁶⁾ Son attention avait en effet été attirée sur une éventuelle contradiction entre l'article 7, § 1^{er}, de la loi du 26 juin 2002, l'article 5, § 3, de l'arrêté royal du 25 mars 2003 et l'article 7, alinéa 1^{er}, en projet.

⁽⁷⁾ Alors même que l'option est prise de prévoir une carte d'identité électronique au contenu identique dans les deux hypothèses (carte d'identité délivrée en Belgique et carte d'identité délivrée à l'étranger), la section de législation observe à cet égard que les formalités préalables requises pour l'adoption de dispositions d'exécution de la loi du 19 juillet 1991 ne trouvent pas à s'appliquer dans le cadre de l'adoption de dispositions d'exécution de la loi du 26 juin 2002.

2. Compte tenu de ce qui vient d'être observé, la section de législation du Conseil d'État considère que de nombreuses questions restent en suspens quant à une application cohérente de deux réglementations visant, en définitive, deux types de carte poursuivant une fonctionnalité différente, mais ayant, à tout le moins, le même contenu et constituant même, parfois, un seul et même document.

À défaut d'avoir été simultanément saisie de deux demandes d'avis portant sur deux projets d'arrêtés royaux qui sont aussi étroitement liés et, donc, de pouvoir appréhender la portée exacte du projet présentement examiné en fonction du contenu de l'autre projet d'arrêté royal en préparation, la section de législation n'est pas en mesure d'apprécier en connaissance de cause la manière dont ces diverses questions pourraient être résolues ⁽⁸⁾.

⁽⁸⁾ Ainsi, l'article 4, alinéa 1^{er}, en projet, dispose que la carte d'identité électronique délivrée par un poste consulaire a la même forme et le même contenu que la carte d'identité électronique délivrée en Belgique, tandis que l'alinéa 2 de la même disposition précise que la carte d'identité électronique délivrée par ce poste comporte les mêmes certificats électroniques d'identité et de signature que la carte d'identité électronique délivrée en Belgique. Mais quel est alors le régime juridique qui s'applique aux cartes d'identité délivrées par les postes consulaires quant à l'activation ou non de ces données, quant à la faculté pour le titulaire d'une telle carte de demander à consulter les données électroniques qui figurent sur cette carte, quant aux modalités du contrôle automatisé de cette carte, etc ... ? Faut-il par ailleurs ou non prévoir une intervention du helpdesk visé à l'article 6^{ter} de la loi du 19 juillet 1991 en cas de perte, de vol ou de destruction de cette carte d'identité ? Faut-il de même concevoir le système comme impliquant qu'une carte d'identité délivrée en Belgique et devenue périmée en application de l'article 5, § 3, de l'arrêté royal du 25 mars 2003, reste une carte d'identité néanmoins valable à l'étranger et ce, aussi longtemps que sa période de validité n'est pas expirée, mais qu'elle n'en reste pas moins une carte d'identité périmée en cas de retour de son titulaire en Belgique ?

Seul un examen simultané de ces deux projets d'arrêtés royaux, de même qu'une plus ample explication dans les rapports au Roi y relatifs quant à la cohérence du système mis en place dans sa globalité, est de nature à permettre à la section de législation du Conseil d'État d'exercer pleinement sa compétence d'avis, tant quant à la pertinence des dispositions de ces deux arrêtés que quant à leur conformité aux deux lois qui leur servent de fondement légal. De manière plus fondamentale, la section de législation se demande aussi si, compte tenu de l'option finalement retenue par les auteurs des deux projets d'arrêté, ce n'est pas la coexistence même de la loi du 19 juillet 1991 et de la loi du 26 juin 2002 qu'il conviendrait de repenser et ce, en vue d'aboutir à la simplification administrative recherchée⁽⁹⁾. Celle-ci ne peut se faire au détriment de la sécurité juridique, d'autant que la carte d'identité est devenue aussi un document de voyage.

⁽⁹⁾ La loi du 19 juillet 1991 établit un lien entre la délivrance de la carte par la commune et l'inscription aux registres de la population, la carte d'identité "val(ant) certificat d'inscription dans les registres de la population" (art. 6); la loi du 26 juin 2002 établit un lien entre la délivrance de la carte d'identité par le poste consulaire et l'inscription dans les registres consulaires de la population (art. 7, § 1^{er}, al. 1^{er}). Il en résulte une difficulté, et le Conseil d'État n'aperçoit pas comment la résoudre sans modification législative, de concevoir un document unique, non modifié, qui "attesterait" de deux situations successives : celle du citoyen domicilié d'abord en Belgique, puis résidant à l'étranger.

La chambre était composée de

Messieurs	Ph. HANSE,	président de chambre,
	P. LIÉNARDY,	conseillers d'État,
	J. JAUMOTTE,	
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, premier auditeur chef de section.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

C. GIGOT

Ph. HANSE

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 44.064/4
VAN 3 MAART 2008

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 31 januari 2008 door de Minister van Buitenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 januari 2003 aangaande de consulaire bevolkingsregisters en identiteitskaarten", na de zaak te hebben onderzocht op de zittingen van 27 februari 2008 en 3 maart 2008, heeft het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten, haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Gelet op deze adviesaanvraag beperkt de afdeling wetgeving zich tot de volgende opmerkingen.

1. Het ontwerpbesluit dat ter advies is voorgelegd aan de afdeling wetgeving van de Raad van State heeft tot doel verscheidene wijzigingen aan te brengen in het koninklijk besluit van 23 januari 2003 aangaande de consulaire bevolkingsregisters en identiteitskaarten (hierna het "koninklijk besluit van 23 januari 2003" te noemen) om de afgifte van een elektronische identiteitskaart door de consulaire posten uit te breiden tot elke Belg die de volle leeftijd van 12 jaar heeft bereikt en die zich laat inschrijven in de consulaire bevolkingsregisters van een Belgische consulaire post.

Hoewel de stellers van het ontwerp in de aanhef van het ontwerpbesluit alleen melding maken van de wet van 26 juni 2002 inzake consulaire bevolkingsregisters en identiteitskaarten (hierna de "wet van 26 juni 2002" te noemen) ⁽¹⁾, wordt in verscheidene ontworpen bepalingen melding gemaakt van of verwezen naar de (Belgische) (elektronische) identiteitskaarten ⁽²⁾.

⁽¹⁾ Hoewel dit niet in de aanhef wordt verduidelijkt, worden in dat verband de artikelen 7, paragrafen 2 en 4, en 8 van de wet bedoeld.

⁽²⁾ In de verschillende ontworpen bepalingen worden daarbij verscheidene begrippen gebruikt zoals "identiteitskaart", "elektronische identiteitskaart", "Belgische identiteitskaart", zonder dat altijd duidelijk kan worden onderscheiden welk soort van elektronische identiteitskaart daarmee wordt bedoeld, namelijk de identiteitskaart afgegeven door een gemeente in België of de identiteitskaart afgegeven door een consulaire post.

Zo staat in het ontworpen artikel 7, eerste lid :

"De elektronische identiteitskaart afgegeven door een Belgische gemeente blijft geldig voor verder gebruik in het buitenland tot de einddatum van geldigheid van de kaart".

Zo ook bepaalt het ontworpen artikel 4, eerste lid, dat de elektronische identiteitskaart afgegeven door een Belgische consulaire post dezelfde vorm en inhoud heeft als de elektronische identiteitskaart die in België wordt afgegeven met toepassing van artikel 6, § 2, van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters, de identiteitskaarten, de vreemdelingenkaarten en de verblijfsdocumenten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen (hierna de "wet van 19 juli 1991" te noemen) ⁽³⁾.

In de ontworpen bepalingen wordt dus een nauw verband gelegd tussen twee soorten van Belgische identiteitskaarten die - tot dusver - onder twee volledig aparte regelingen vallen, namelijk :

- enerzijds, wat de identiteitskaarten afgegeven in België betreft, de wet van 19 juli 1991 ⁽⁴⁾ en, inzonderheid, het koninklijk besluit van 25 maart 2003 betreffende de identiteitskaarten (hierna het "koninklijk besluit van 25 maart 2003" te noemen);

⁽³⁾ Wellicht kan het soort document slechts worden bepaald door te vermelden waar de hoofdverblijfplaats gevestigd is, in België of in het buitenland, alsook door te vermelden welke overheidsinstantie de kaart heeft afgegeven.

⁽⁴⁾ Met toepassing van artikel 6, § 1, van de wet van 19 juli 1991 geldt de identiteitskaart die aan een Belg wordt afgegeven door een gemeente, namelijk de gemeente waar de betrokkene zijn hoofdverblijfplaats heeft (artikel 2, eerste lid, van het koninklijk besluit van 25 maart 2003) als bewijs van inschrijving in de bevolkingsregisters.

- en anderzijds, voor de identiteitskaarten die in het buitenland door de consulaire posten worden afgegeven, de wet van 26 juni 2002 ⁽⁵⁾ en het koninklijk besluit van 23 januari 2003.

Gelet op de keuze die de stellers van het ontwerp aldus hebben gemaakt, zouden tegenstrijdigheden kunnen opduiken bij de gelijktijdige toepassing van die twee afzonderlijke regelingen. Op de vraag hoe die tegenstrijdigheden kunnen worden voorkomen, heeft de gemachtigde ambtenaar inzonderheid ⁽⁶⁾ het volgende geantwoord :

"[l]a délivrance d'une carte d'identité uniquement sur la base de l'inscription n'est pas à interpréter littéralement, parce qu'on peut obtenir le renouvellement de sa carte, sans se réinscrire dans un poste si on habite toujours dans sa juridiction. Les modalités de délivrance et d'utilisation de la carte d'identité sont, d'après la loi, à déterminer par le Roi. Voir § 4 de l'article 7 de la loi. L'esprit de la loi du 26 juin 2002 est que tout Belge, qui n'est pas en possession d'une carte d'identité valable, se voit délivrer une carte d'identité suite à une inscription au registre de la population consulaire. Par contre l'inscription au registre consulaire n'entraînera pas la délivrance d'une carte si le Belge est déjà en possession d'une carte valable (qu'elle soit émise en Belgique ou par un autre poste diplomatique ou consulaire). Un Belge inscrit, et déjà en possession d'une carte d'identité valable, soit délivrée par sa commune précédente en Belgique, soit par une ambassade ou un consulat, (et ce poste diplomatique ou consulaire peut être le même que celui qui a déjà délivré une carte d'identité dans le passé,) ne recevra une nouvelle carte (voir article 8), que lorsque le titulaire demande une carte dans une langue autre que celle dans laquelle la sienne est établie, lorsque la photographie du titulaire n'est plus ressemblante, lorsque la carte est détériorée, lorsque le titulaire change de nom

⁽⁵⁾ Met toepassing van artikel 2, tweede lid, van de wet van 26 juni 2002 kunnen de Belgen die hun hoofdverblijfplaats in het ambtsgebied van een consulaire post vestigen en die niet ingeschreven zijn in de bevolkingsregisters van een Belgische gemeente zich laten inschrijven in de bevolkingsregisters van die consulaire post die in dat geval, krachtens artikel 7, § 1, van die wet, een identiteitskaart aan hen afgeeft wanneer ze de leeftijd van 12 jaar hebben bereikt.

Vergelijk met artikel 5, § 3, van het koninklijk besluit van 25 maart 2003, met toepassing waarvan de elektronische identiteitskaart die aan een Belg is afgegeven door de gemeente waarin de betrokkene zijn hoofdverblijfplaats had, "als vervallen wordt beschouwd in geval van afvoering van ambtswege of van afvoering voor het buitenland", zelfs als de geldigheidsduur die op die kaart vermeld staat, nog niet verstreken is.

⁽⁶⁾ De Raad van State heeft de gemachtigde ambtenaar immers attent gemaakt op een eventuele tegenstrijdigheid tussen artikel 7, § 1, van de wet van 26 juni 2002, artikel 5, § 3, van het koninklijk besluit van 25 maart 2003 en het ontworpen artikel 7, eerste lid.

ou de prénom, lorsque le titulaire change de sexe, après la perte ou le vol de la carte d'identité, après modification du statut de minorité prolongée et suite à la perte de la nationalité belge".

Voorts staat in het verslag aan de Koning dat bij het thans voorliggende ontwerpbesluit is gevoegd, het volgende :

"De Minister van Binnenlandse Zaken bereidt een koninklijk besluit voor waarin - in overeenstemming met de bepalingen van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters en de identiteitskaarten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen - wordt geregeld dat de in België afgegeven identiteitskaart in het buitenland geldig blijft. In overeenstemming met artikel 6, § 7, van deze wet werd voor dit ontwerp van koninklijk besluit het advies van de commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer gevraagd" ⁽⁷⁾.

2. Gelet op de voorgaande opmerkingen is de afdeling wetgeving van de Raad van State van oordeel dat heel wat zaken onopgehelderd blijven voor een coherente toepassing van twee regelingen die uiteindelijk betrekking hebben op twee soorten identiteitskaarten met een andere doelmatigheid, maar die op zijn minst dezelfde inhoud hebben en soms zelfs één en hetzelfde document vormen.

Aangezien de afdeling wetgeving niet gelijktijdig om advies is verzocht over twee ontwerpen van koninklijk besluit die zo nauw met elkaar samenhangen en ze de precieze strekking van het voorliggende ontwerp dus niet heeft kunnen toetsen aan de inhoud van het andere ontwerp van koninklijk besluit dat nog in voorbereiding is, kan ze

⁽⁷⁾ Zelfs al is ervoor gekozen om in de beide gevallen (identiteitskaart afgegeven in België en identiteitskaart afgegeven in het buitenland) in een elektronische identiteitskaart met dezelfde inhoud te voorzien, merkt de afdeling wetgeving in dat verband op dat de voorafgaande vormvereisten voorgeschreven voor het vaststellen van bepalingen tot uitvoering van de wet van 19 juli 1991 niet toepasselijk zijn in het kader van het vaststellen van bepalingen tot uitvoering van de wet van 26 juni 2002.

niet met kennis van zaken beoordelen hoe die verschillende kwesties zouden kunnen worden opgelost ⁽⁸⁾.

Alleen door een gelijktijdig onderzoek van die twee ontwerpen van koninklijk besluit, alsook door een ruimere toelichting in de desbetreffende verslagen aan de Koning over de samenhang van de regeling in haar geheel kan de afdeling wetgeving van de Raad van State haar adviesbevoegdheid ten volle uitoefenen, zowel omtrent de relevantie van de bepalingen van die twee besluiten als omtrent hun overeenstemming met de twee wetten die de rechtsgrond ervan vormen. Fundamenteler is dat de afdeling wetgeving zich ook afvraagt of, gelet op de keuze die de stellers van de twee ontwerpbesluiten uiteindelijk hebben gemaakt, niet het naast elkaar bestaan van de wet van 19 juli 1991 en de wet van 26 juni 2002 zou moeten worden herzien om de beoogde administratieve vereenvoudiging te bereiken ⁽⁹⁾. Administratieve vereenvoudiging mag niet ten koste gaan van de rechtszekerheid, te meer daar de identiteitskaart ook een reisdocument is geworden.

⁽⁸⁾ Zo bepaalt het ontworpen artikel 4, eerste lid, dat de elektronische identiteitskaart afgegeven door een consulaire post dezelfde vorm en dezelfde inhoud heeft als de elektronische identiteitskaart afgegeven in België, terwijl het tweede lid van dat artikel bepaalt dat de elektronische identiteitskaart afgegeven door een consulaire post dezelfde elektronische identiteits- en handtekeningscertificaten bevat als de elektronische identiteitskaart afgegeven in België. Welke juridische regeling geldt dan echter voor de identiteitskaarten afgegeven door de consulaire posten wat de volgende punten betreft: mogen die gegevens al dan niet worden geactiveerd ? Mag de houder van zulk een kaart om inzage in de elektronische gegevens op die kaart vragen ? Welke nadere regels gelden voor de geautomatiseerde controle van die kaart, enz. ... ? Moet bovendien al dan niet een rol worden weggelegd voor de helpdesk bedoeld in artikel 6ter van de wet van 19 juli 1991 in geval van verlies, diefstal of vernieling van die identiteitskaart ?

Moet voorts een regeling worden uitgewerkt waarbij een identiteitskaart die is afgegeven in België en die met toepassing van artikel 5, § 3, van het koninklijk besluit van 25 maart 2003 vervallen is, desondanks in het buitenland geldig blijft totdat de geldigheidsduur van die identiteitskaart verstreken is, maar waarbij die identiteitskaart niettemin vervallen verklaard blijft als de houder ervan naar België terugkeert ?

⁽⁹⁾ De wet van 19 juli 1991 legt een verband tussen de afgifte van de kaart door de gemeente en de inschrijving in de bevolkingsregisters, aangezien de identiteitskaart "geld(t) als bewijs van inschrijving in de bevolkingsregisters" (art. 6); de wet van 26 juni 2002 legt een verband tussen de afgifte van de identiteitskaart door de consulaire post en de inschrijving in de consulaire bevolkingsregisters (art. 7, § 1, eerste lid). Daaruit vloeit een moeilijkheid voort - en het is de Raad van State niet duidelijk hoe die zonder wetswijziging uit de weg kan worden geruimd - om één ongewijzigd document te ontwerpen dat "een bewijs zou zijn" voor twee achtereenvolgende situaties : die van een burger die eerst zijn woonplaats in België heeft en vervolgens in het buitenland verblijft.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Ph. HANSE,	kamervoorzitter,
	P. LIÉNARDY,	staatsraden,
	J. JAUMOTTE,	
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

C. GIGOT

Ph. HANSE